

**PROPOSITION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR UN RÉSULTAT NÉGOCIÉ SOUS FORME
DE PLAN D'ACTION QUINQUENNAL À L'ISSUE DU DIALOGUE DE HAUT NIVEAU DES
NATIONS UNIES SUR LA MIGRATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE 2013**

Adressé à: Deuxième Comité de l'Assemblée Générale de l'ONU et Etats Membres des Nations Unies
Mis à jour le: 3 décembre 2012

A. Contexte

Le 15 novembre 2012, plus de 70 organisations de la société civile actives à travers le monde dans des programmes et des procédures en rapport avec la migration et le développement ont soumis au Secrétariat des Nations Unies, aux membres du Deuxième Comité de l'Assemblée Générale de l'ONU, ainsi qu'à d'autres missions de l'ONU basées à New-York, une proposition en 5 points pour une contribution de la société civile au Dialogue de Haut Niveau de 2013¹.

Les quatre premiers points concernent la manière dont la société civile pourrait s'organiser pour interagir avec les gouvernements, dans la préparation et le déroulement du DHN, et demandaient la poursuite des travaux en vue d'un résultat succinct des négociations. Le cinquième point décrivait brièvement un ensemble de quatre thèmes pour des tables rondes, et indiquait qu'une élaboration plus approfondie serait présentée sous peu.

Le présent document, élaboré par un groupe d'organisations et de réseaux de la société civile réunis à l'Île Maurice et à Manille, contribue à cette élaboration plus approfondie pour examen par le Deuxième Comité au moment où le débat sur les modalités atteint son étape finale ; il impliquera aussi davantage la société civile dans le dialogue visant l'obtention des résultats souhaités.

Au cours des deux dernières semaines, les organisations de la société civile actives à travers le monde dans la migration et le développement se sont retrouvées au Forum Mondial sur la Migration et le Développement à l'Île Maurice ainsi qu'au 5^e Forum Social Mondial sur la Migration à Manille, et ont longuement débattu au sujet du Dialogue de Haut Niveau sur la Migration et le Développement de 2013. Lors du FMMD, les OSC qui opèrent au niveau international, régional, national et local ont expressément rencontré les hauts responsables de l'ONU, M. Thomas Stelzer et M. Peter Sutherland, lors de réunions bilatérales et plénières, et bilatéralement des représentants de gouvernements du nord et du sud. Nous avons poursuivi nos rencontres dans le cadre d'un Groupe de Travail mondial de la société civile sur le Dialogue de Haut Niveau, et lors de réunions de la Coalition mondiale sur la migration, en collaboration avec le Forum social mondial sur la migration.

B. Proposition

Convaincus que le Dialogue de Haut Niveau devrait viser des résultats plus substantiels qu'un simple résumé, et convaincus par ailleurs qu'il existe effectivement plusieurs questions ayant un potentiel et un intérêt de grande envergure, nous avons débattu du type de résultats négociés qui pourrait être raisonnablement obtenu par le DHN, aussi bien au niveau politique que dans le contexte des procédures, de l'engagement des parties prenantes et des capacités existant actuellement.

Etant entendu que ce sera un processus de dialogue continu avec les Etats membres et au sein de la société civile à mesure que l'agenda du DHN est élaboré :

¹ Disponible sur [<http://gcmigration.org/wp-content/uploads/2012/11/CSO-HLD-5-point-statement-15-Nov-2012.pdf>] Plus de cent organisations supplémentaires de la société civile ont depuis demandé que leur nom soit ajouté à la version originale de cette proposition, bientôt présentée à nouveau avec la liste complète des organisations qui la soutiennent.

1. Nous réitérons la proposition en « 5 Points » de la société civile affirmant que le DHN devrait produire « un **document succinct** rassemblant les objectifs négociés, capable de répondre aux problématiques essentielles de la gouvernance mondiale de la migration et à des actions concrètes pour que le DHN aboutisse à des résultats solides ».
2. Le document final négocié devrait toutefois avoir la forme d'un **plan d'action quinquennal**, articulé autour de **sept problématiques importantes** au maximum, intégrant au sens large le fait que des progrès sont politiquement réalisables durant cette période et peuvent être mesurés. Dans notre cas, notre façon de penser s'est modifiée en positionnant le DHN 2013 non comme un événement isolé mais comme le *début* d'un plan d'action quinquennal qui vise de manière ambitieuse mais raisonnable un changement réel dans les problématiques, et probablement un DHN ultérieur.
 - a. Le plan d'action doit inclure des repères mesurables et des délais d'action au niveau national, régional et mondial, avec l'engagement approprié de toutes les parties prenantes.
 - b. Le plan d'action doit être développé entre janvier et juin 2013 par un groupe de travail d'une durée limitée, mis en place par le Deuxième Comité et impliquant pleinement des ONG, des syndicats et d'autres représentants de la société civile, ainsi que des organisations internationales.
 - c. Le plan d'action est axé sur les rôles particuliers endossés par tous les représentants du FMMD et du système onusien, dont l'Assemblée générale, le Secrétariat, le Groupe mondial sur la migration et l'Organisation internationale du travail, dans la création et l'application de propositions, de programmes et de politiques en rapport avec la migration, le développement et les droits humains des migrants.
 - d. La société civile reconnaît l'importance d'une structure ou d'un mécanisme au sein du système onusien, qui assume la responsabilité de favoriser des actions – et mesure les progrès – entre les parties prenantes, pour l'exécution de ce plan d'action quinquennal, ayant peu de ressources. Les possibilités comprennent un groupe de travail commun aux Etats et à la société civile, doté d'une procédure de rapport et intégré à la Réunion de coordination annuelle existante, organisée par l'ONU/DEAS.
3. Nous proposons que les **sept objectifs primordiaux** du plan d'action, à atteindre en cinq ans, comprennent :
 - a. **Dans le domaine de la gouvernance de la mobilité**
 - L'identification ou la création, et l'application de normes efficaces et de mécanismes pour **réglementer l'industrie de recrutement de main-d'œuvre migrante**, un objectif dont la société civile soutient que la réalisation est à portée de main grâce à une convergence croissante vers des réformes entre pays d'origine, de transit et de destination et entre les représentants du secteur privé et les bailleurs de fonds, ainsi qu'entre les ONG, les syndicats et les migrants mêmes. Les critères pourraient inclure une synthèse globale des problèmes et des solutions existant dans le cadre du recrutement, national ou transnational ; une rencontre mondiale des membres agréés du recrutement privé, la mise en place d'un pacte sur la réduction des abus dans le domaine du recrutement, etc.
 - Des mécanismes multipartites fiables pour répondre aux besoins d'assistance et de protection des **migrants en détresse**, notamment ceux piégés dans des situations de guerre, de conflit ou de catastrophe (d'origine naturelle ou humaine) mais dans la même logique et urgence par rapport à leur situation de migrants victimes de violences ou de traumatismes en transit. Ce point pourrait inclure une attention particulière portée aux manquements flagrants à la protection et à l'assistance aux femmes migrantes victimes de viols, aux milliers d'enfants non accompagnés et victimes d'abus le long des principaux canaux migratoires dans toutes les régions du monde. Les critères pourraient inclure des travaux supplémentaires et un

renforcement des capacités pluripartites dans les structures développées par des organismes ayant des responsabilités en la matière, dont l'OIM, le HCR, et l'ONUDC, et la consolidation de pratiques et de principes pertinents existant en vertu du droit des réfugiés, du droit humanitaire et des droits humains.

b. Dans le domaine de la gouvernance de la migration et du développement

- L'intégration de la migration dans l'**agenda post-2015 du développement** permettant d'aborder la question de la contribution des migrants au développement des pays d'origine et de destination, mais aussi les possibilités d'améliorer la planification politique et la cohérence, à même de faire toujours plus de la migration un choix au lieu d'une nécessité, davantage un gain qu'une perte. Cet agenda du développement contribuerait à l'affirmation du droit de migrer comme du droit de rester dans le pays d'origine, avec un travail décent et la sécurité humaine. En ce sens, il connecte la migration aux préoccupations de l'ONU en matière d'interaction entre développement et pauvreté, santé, égalité des genres, financement du développement et développement durable, et relie la migration aux futurs objectifs pour le développement.
- Des mécanismes garantissant que **les droits du travail pour les travailleurs migrants** sont égaux aux droits des ressortissants nationaux, y compris le droit à un salaire égal et aux mêmes conditions de travail, le droit de se rassembler et de s'organiser en syndicats, et assurant la transférabilité des pensions et la mise en place de voies d'accès à la citoyenneté pour les travailleurs migrants et leur famille. Ce point reconnaît les besoins à long terme de nombreuses nations concernant les travailleurs migrants, tout en garantissant la sécurité humaine et les droits de ces travailleurs à répondre à leur besoin de développement, leurs nécessités économiques et démographiques, et en consolidant les rôles des États dans la protection des droits de tous les travailleurs. Les critères pourraient comprendre une réponse au mouvement des peuples dans l'agenda commercial mondial et les progrès effectués au niveau national dans l'application des conventions internationales en rapport avec les travailleurs, notamment la ratification et l'exécution de la Convention de l'ONU sur les travailleurs migrants et la Convention de l'OIT sur les travailleurs domestiques.
- Des modèles et des structures pour répondre spécifiquement aux besoins et aux **droits des femmes migrantes**, dont des politiques et des programmes permettant aux travailleuses de choisir entre migrer ou rester dans le pays d'origine, ainsi qu'une législation permettant aux travailleuses, indépendamment de leur statut migratoire, d'avoir accès aux services de base ; des moyens d'accès au système judiciaire ; et la protection contre toutes formes de violence. Les droits des femmes migrantes devraient être l'objet d'un objectif distinct et être en outre abordés en tant que question transversale dans chacun des sept objectifs. De plus, des mécanismes devraient prendre en compte les meilleurs intérêts des enfants, notamment leurs droits, dans le contexte de la migration.

c. Dans le domaine des structures institutionnelles pour la gouvernance de la migration

- Des critères visant la **promotion des bonnes pratiques, ainsi que la promulgation et l'application de la législation nationale** afin de respecter l'ensemble de dispositions des conventions internationales qui concernent les migrants aussi hors du cadre du travail, avec une attention particulière pour le respect des droits dans les politiques d'application des réglementations, des droits à une protection sociale de base et à une procédure équitable.
- **La redéfinition de l'interaction des mécanismes internationaux de protection des droits des migrants**, qui reconnaît le rôle du FMMD et du Groupe mondial sur la migration qui,

bien que dans une mesure limitée, met l'accent sur le mandat particulier de l'OIT pour la protection des travailleurs, et s'aligne de façon plus cohérente avec l'activité de protection d'organismes comme l'OIT, l'OIM, le HCR et l'ONUDC. Cette interaction serait cohérente avec la structure normative de l'ONU et impliquerait une évaluation approfondie de la procédure du FMMD incluant des questions de responsabilité, de transparence, d'inclusion et de résultats. Un des objectifs serait d'institutionnaliser la participation de la société civile dans les futurs mécanismes de gouvernance.

La société civile reconnaît le rôle central des Etats dans la législation et l'application de politiques efficaces concernant la migration, le développement et les droits humains, ainsi que l'obligation des Etats de protéger les droits des migrants. Nous demandons au Deuxième Comité de l'ONU de fournir une réponse substantielle à la manière dont la proposition susmentionnée sera intégrée dans les délibérations et les résultats du DHN. En retour, la société civile se tient prête à soutenir le plan quinquennal en tant que défenseur et en tant que partenaire.

Soutenu par:

Organisations Internationales

African Commission of Health Promoters and Human Rights and Culture of Afro-Indigenos Solidarity
Association for Women's Rights in Development, AWID
Augustinians International
Caritas Internationalis
Center for Migrant Advocacy, Philippines (CMA-Phils)
Centro de Derechos Humanos de la Universidad Nacional de Lanús (CDHUNLA).
December 18 vzw
Global Alliance Against Traffic in Women (GAATW)
Global Migration Policy Associates, GMPA
International Council of Jewish Women (ICJW)
International Council of Psychologists
International Council of Women
International Federation of Business and Professional Women
International Federation of Settlements and Neighborhood Centers
International Movement For Fraternal Union Among Races and Peoples (UFER)
International Network on Migration & Development
International Presentation Association (IPA)
International Presentation Association of the Sisters of the Presentation
Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice (IIMA)
La Strada International
Marianists International
Passionists International
Platform for International Cooperation for Undocumented Migrants (PICUM)
Poverty Elimination and Community Education/ PEACE Foundation
Religions of the Sacred Heart of Mary, RSHM
Scalabrini International Migration Network (SIMN)
Solidarity Center
Terre Des Hommes International Federation
The International Catholic Migration Commission
The International Detention Coalition (IDC)
Transient Workers Count Too, TWC2
UNANIMA International
VIVAT International
Women & Global Migration Working Group
World Federation of Ukrainian Women's Organizations

Organisations Régionales

Espacio Sin Fronteras
Pan African Network in Defense of Migrants Rights, PANiDMR, African region
Plataforma Interamericana de Derechos Humanos, Democracia Y Desarrollo, (PIDHDD)

Organisations Nationales et Locales

BASUG-Diaspora and Development, Netherlands
Border Angels, US

Canadian Labour Congress, CLC, Canada
 Caritas Lebanon Migrant Center (CLMC)
 Caritas Sweden
 Catholic Migrant Farmworker Network, US
 Centre for Migrants Rights & Development, Sri Lanka
 Champaign-Urbana Immigration Forum
 Coalición de Derechos Humanos
 Congregation of Our Lady of Charity of the Good Shepherd
 Daughters of Charity
 Dominican Leadership Conference, US
 Economic Resource Center for Overseas Filipinos (Ercof) PhilsInc
 Euskadi de Apoyo a Inmigrantes, España
 Filipino Advocates for Justice, FAJ, US
 Forum Human Rights, Germany
 Gray Panthers
 Holy Spirit Missionary Sisters, USA
 Human Rights Council of Australia
 KASAPI-Hellas, the Unity of Philippine Migrant Workers, Greece
 KISA – Action for Equality, Support, Antiracism, Cyprus
 Maryknoll Sisters
 Mesa de Trabajos sobre Migraciones Laborales (MTML), Ecuador
 Migrant Rights Centre, Ireland
 Migrant Workers Rights-Canada
 Missionary Oblates of Mary Immaculate (OMI)
 Movimiento Migrante Mesoamericano, Mexico
 Mujeres para el Diálogo, AC
 OKUP (Ovibashi Karmi Unnayan Program), Bangladesh
 Pakistan Rural Workers Social Welfare Organization (PRWSWO)
 People's Movement for Human Rights Learning (PDHRE)
 Philippine Women's Network, Babaylan, Denmark
 Presentation Justice Network, Ireland
 Presentation Sisters of the Blessed Virgin Mary (PBVM), Phillipine
 Presentation Sisters of Western Australia
 Presentation Sisters, Southwest Province, Ireland
 Queensland Presentation Congregation, Australia
 Recherches et Documentation Juridiques Africaines
 RED NACIONAL GENERO Y ECONOMIA
 RED NACIONAL GENERO Y ECONOMIA -Mujeres para el Diálogo, AC
 Rehabilitation and Development Organization for Landless, RADOL
 Respect Network in Europe
 Sadanand Degree College, India
 SHEBA U.S.A.
 Siembra, AC
 Sisters of Notre Dame de Namur, US
 Sisters of St. Joseph of Peace
 Sisters of the Presentation of the Blessed Virgin Mary
 Society of Catholic Medical Missionaries, US
 The American Federation of Labor-Congress of Industrial Organizations, AFL-CIO, US
 The English Province of the Presentation Sisters
 The Grail
 The Presentation Sisters Lismore

The Public Services Labor Independent Confederation (PSLINK)
Transnational Migrant Platform(TMP)
Unitarian Universalist Association, US
United Methodist Women, US
Utopia Civil Association, Budapest
Visions Solidaires, Togo
Warbe Development Foundation, Bangladesh
Welfare Association of Repatriated Employees (WARBE DEV)
World Christian Life Community
Youth Action Nepal